

Les enfants confisqués du Xinjiang

Chine Amnesty International publie un rapport illustrant la manière dont la répression éclate les familles ouïghoures.

S'il vous plaît, essayez de vous mettre à notre place, imaginez tout ce que nous avons traversé et parlez pour nous." Se mettre à la place d'Omer Faruh et de sa femme Meryem, c'est se glisser dans la peau d'un père et d'une mère, Ouïghours réfugiés en Turquie, qui n'ont plus aucune nouvelle de deux de leurs petites filles depuis 2017. Âgées de 5 et 6 ans, elles avaient été confiées aux parents de Meryem, au Xinjiang, grande région de l'Ouest chinois, en attendant d'obtenir à leur tour leurs documents de voyage des autorités. Mais les grands-parents ont été envoyés en camp de rééducation, a appris Omer via un ami, sans savoir à qui ont été confiés les enfants depuis.

Se mettre à la place de Mamutjan, c'est se glisser dans la peau d'un père et mari dont le bonheur familial a été écrasé par le rouleau compresseur du pouvoir communiste. Doctorant en Malaisie, il vivait heureux avec Muhherrem et leurs deux enfants de cinq ans et six mois, lorsque son épouse a été contrainte de retourner en Chine pour faire renouveler son passeport. Ce qui devait être une procédure simple a viré au cauchemar: Muhherrem a été arrêtée en avril 2017 et Mamutjan, qui réside aujourd'hui en Australie, ne peut entrer en contact avec sa famille, sous surveillance. De rares messages codés et petites vidéos d'amis lui font penser que sa femme a été condamnée à cinq ans de détention, que sa fille vit chez ses parents et son fils avec sa belle-mère. *"S'il reste une once d'humanité en elles, les autorités chinoises cesseraient de traiter les gens comme ça et laisseraient les familles se regrouper. Ce n'est pas comme si nous avions commis des crimes..."*

Les familles dans une situation impossible

Leur histoire, Omer et Mamutjan l'ont racontée à Amnesty International, qui en publie un rapport vendredi, *Hearts and Lives Broken: the Nightmare of Uyghur Families Separated by Repression*. L'organisation de défense des droits de l'homme, régulièrement prise pour cible par les autorités communistes chinoises, a recueilli les témoignages de six familles ouïghoures vivant actuellement en exil en Australie, au Canada, en Italie, aux Pays-Bas et en Turquie. Elles, qui avaient quitté la Chine avant l'intensification de la répression contre les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes en 2017, n'avaient pas imaginé que leurs enfants seraient empêchés de les rejoindre.

Pékin laisse entendre qu'il ne tient qu'à eux, les parents, de revenir au pays pour retrouver leurs enfants, mais ces pères et mères savent qu'ils risquent, comme tant d'autres avant eux, non pas de retrouver leurs proches, mais d'être arrêtés et envoyés en rééducation. *"La campagne impitoyable de détention massive que la Chine mène au Xinjiang a mis les membres de familles séparées dans une situation impossible: les enfants ne sont pas autorisés à partir, mais leurs parents risquent de subir des persécutions et des placements arbitraires en détention s'ils tentent de rentrer pour s'occuper d'eux"*, explique Alkan Akad, chercheur sur la Chine à Amnesty International.

Meripet Metniyaz, qui était médecin à Hotan, et son mari Turghun Memet, businessman, se sont retrouvés eux aussi dans cette inextricable situation. En mars 2017, ils se sont envolés pour Istanbul afin d'y passer un mois au chevet du père malade de Meripet. Un voyage durant lequel la mère de Turghun s'occupait de ses quatre petits-enfants de 6, 8, 9 et 11 ans. C'est alors que le couple a reçu des messages inquiétants de proches: des Ouïghours, de retour de Tur-



Quatre enfants de Mihriban Kader et Ablikim Memtinin sont retenus en Chine.

Des parents qui avaient quitté la Chine avant l'intensification de la répression contre les Ouïghours n'avaient pas imaginé que leurs enfants seraient empêchés de les rejoindre.

que, étaient envoyés en camp une fois arrivés en Chine. Les parents ont décidé de prolonger leur séjour, en attendant que la situation s'améliore dans leur pays, mais *"elle n'a fait qu'empirer"*, témoigne Meripet.

À la fin de l'année, Turghun a appris que sa mère avait été placée en camp et que ses petits avaient été pris en charge par un jardin d'enfants, *"de facto, un orphelinat"*. Sa sœur Amina a pu leur rendre visite quelque temps, et puis plus. En juin 2018, Turghun n'a plus pu la joindre; il apprendra des mois plus tard qu'elle avait succombé lors d'un interrogatoire de la police. Le dernier contact qu'avaient encore sur place les parents – une belle-sœur – a à son tour été arrêté.

"La tragédie de la séparation des familles au Xinjiang montre l'inhumanité des efforts que déploie la Chine pour contrôler et endoctriner les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes au nom de la 'lutte contre le terrorisme', constate Alkan Akad. La Chine doit mettre fin aux mesures qui restreignent le droit de toutes les minorités musulmanes de sortir du pays et d'y entrer librement, ajoutait-il. Elle doit fermer tous les 'camps de rééducation' politique et libérer les détenus immédiatement, sans condition et sans préjugé."

S.Vt.

Témoignage

"Mes enfants sont entre les mains du gouvernement chinois"

"Mes enfants sont entre les mains du gouvernement chinois et je ne suis pas sûre que je pourrai les revoir un jour dans ma vie." Harcelés par la police à Kashgar, Mihriban Kader et son mari Ablikim Memtinin ont fui le Xinjiang pour l'Italie en 2016, ont-ils raconté au chercheur d'Amnesty International, Alkan Akad. En attendant de pouvoir faire venir leurs quatre enfants, ils les ont confiés à leurs grands-parents, mais, peu de temps après, la mamy a été envoyée en camp et le papy interrogé par la police puis hospitalisé plusieurs mois. Aucun autre proche de la famille n'a osé prendre les jeunes en charge: ils craignaient pour leur propre sécurité. Selon Amnesty, les trois plus jeunes ont alors été placés dans un centre destiné "à héberger – et endoctriner – les enfants" dont les parents ont été privés de liberté; l'aîné a, quant à lui, intégré un pensionnat.

Mihriban et Ablikim ont obtenu du gouvernement italien l'autorisation de regroupement familial. Les enfants – âgés de 12 à 16 ans – ont entrepris de traverser la Chine, en juin, pour rejoindre le consulat italien à Shanghai – une aventure, sachant que les hôtels refusent souvent d'héberger des Ouïghours et que les mineurs ne peuvent voyager seuls. Mais, dans la ville côtière, les portes du consulat italien leur sont restées fermées. Ils ont été arrêtés par la police, et renvoyés à l'orphelinat et au pensionnat, laissant Mihriban et Ablikim ravagés à l'idée d'avoir perdu quatre de leurs enfants pour toujours.